



Comment financer et accélérer la transition sur le terrain ?

Liz WILSON

De gauche à droite: Lauren M. PHILLIPS, Harvey LOCKE, Michael BRÜCKNER, Martin STUCHTEY, Kurt VANDENBERGHE, Rose O'DONOVAN

Le discours d'ouverture et la deuxième table ronde, animés par Rose O'DONOVAN, ont exploré les principaux freins au financement ainsi que les solutions envisageables..

Discours d'ouverture : l'agriculture carbone comme catalyseur

« Tout semble changer. Mais une chose ne change pas : le changement climatique », a déclaré Kurt VANDENBERGHE, directeur général de la DG CLIMA. L'agriculture figure parmi les secteurs les plus exposés aux impacts climatiques dans l'UE, avec des risques croissants pour la production alimentaire, les revenus des agriculteurs et la stabilité globale. Les pertes de récoltes, la dégradation des sols, la réduction des puits de carbone et les tensions géopolitiques accentuent ces vulnérabilités.

Pour y répondre, la Commission met en place les bases d'un marché volontaire crédible de l'agriculture carbone, reposant sur trois piliers : une certification fiable (CRCF) intégrant quantification, additionnalité et biodiversité ; un système harmonisé de suivi, reporting et vérification (MRV) ; et une demande structurée, notamment via un Club des acheteurs européen.

Comment donner un prix à l'invisible ?

Martin STUCHTEY, fondateur de The Landbanking Group, a souligné les limites de l'évaluation actuelle des terres, encore fondée sur leur productivité passée. Il plaide pour une approche tournée vers l'avenir, intégrant la valeur des services écosystémiques. Face à la stagnation des rendements et à la

hausse des coûts, une revalorisation de la nature semble inévitable.

Michael BRÜCKNER, CEO de Munich Re Investment Partners, a confirmé que les risques climatiques et environnementaux affectent déjà les chaînes de valeur, tout en restant sous-estimés. « Lorsque le climat et la nature auront un prix, leur prise en compte deviendra une nécessité. » Leur intégration dans les décisions d'investissement est donc essentielle. Cela suppose un cadre politique plus clair, des standards de transparence renforcés et des outils de modélisation communs.

Du plaidoyer environnemental à l'argument économique

Harvey LOCKE (IUCN) a insisté sur un changement de perspective : l'enjeu n'est plus de démontrer l'importance écologique de la nature, mais sa valeur économique. Il a illustré cette idée avec l'exemple de l'Amazonie et du bassin du Río de la Plata.

Freins et opportunités en matière de financement

Lauren PHILLIPS (FAO) a identifié trois défis majeurs : un manque global de financements, une mauvaise utilisation des ressources existantes, et un ciblage inéquitable. Aujourd'hui, les financements profitent surtout aux pays et populations les plus riches, tandis que moins de 1 % atteignent les petits exploitants.

La discussion a ensuite porté sur les conditions nécessaires pour rendre les investissements réellement efficaces.